

# Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Thall, atteste la véracité du rapport financier

de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016  
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,  
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-19 .  
(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2017-06-05

## **Section I - États financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Dollard-des-Ormeaux qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

'CPA auditrice, CA, permis de comptabilité no. A 107797

DATE 2017-06-05

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>Budget 2016</b>		<b>Réalisations 2016</b>		<b>Réalisations 2015</b>
		<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Total</b>	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	75 392 400	75 956 806		75 956 806	74 255 184
Compensations tenant lieu de taxes	2	770 000	792 251		792 251	877 258
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 242 000	1 415 403		1 415 403	1 353 621
Services rendus	5	803 600	1 127 433		1 127 433	1 094 775
Imposition de droits	6	2 342 000	4 472 277		4 472 277	3 208 251
Amendes et pénalités	7	800 000	840 710		840 710	906 769
Revenus de placements de portefeuille	8		363 143		363 143	
Autres revenus d'intérêts	9	650 000	444 355		444 355	921 336
Autres revenus	10		90 620		90 620	126 491
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	82 000 000	85 502 998		85 502 998	82 743 685
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		5 915 790		5 915 790	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17	2 222 000	192 279		192 279	230 266
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	2 222 000	6 108 069		6 108 069	230 266
	20	84 222 000	91 611 067		91 611 067	82 973 951
<b>Charges</b>						
Administration générale	21	12 208 781	13 266 179	265 331	13 531 510	12 639 769
Sécurité publique	22	18 296 434	18 271 902	72 208	18 344 110	18 477 952
Transport	23	17 876 403	17 881 650	3 453 008	21 334 658	20 529 406
Hygiène du milieu	24	9 579 801	8 981 475	3 789 853	12 771 328	12 932 558
Santé et bien-être	25	630 002	625 723		625 723	597 301
Aménagement, urbanisme et développement	26	1 703 213	1 721 470	26 219	1 747 689	1 523 817
Loisirs et culture	27	15 705 366	16 639 262	2 004 822	18 644 084	18 526 079
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	1 405 500	1 424 175		1 424 175	1 612 568
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	9 611 441	9 611 441	( 9 611 441 )		
	32	87 016 941	88 423 277		88 423 277	86 839 450
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	33	(2 794 941)	3 187 790		3 187 790	(3 865 499)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(2 794 941)	3 187 790	(3 865 499)
Moins: revenus d'investissement	2 (	2 222 000 ) (	6 108 069 ) (	230 266 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(5 016 941)	(2 920 279)	(4 095 765)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	9 611 441	9 611 441	9 087 926
Produit de cession	5		29 525	10 814
(Gain) perte sur cession	6		(29 525)	(10 732)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	9 611 441	9 611 441	9 088 008
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 979 000 ) (	3 671 685 ) (	3 157 000 )
	18	(3 979 000)	(3 671 685)	(3 157 000)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	) (	364 012 ) (	156 232 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		849 471	300 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			1 000 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(608 500)	(407 326)	(483 431)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 000)	(7 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(615 500)	71 133	653 337
	26	5 016 941	6 010 889	6 584 345
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		3 090 610	2 488 580

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 222 000	6 108 069	230 266
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	353 772 )	( 219 050 )
Sécurité publique	3 (	)	367 945 )	( 314 746 )
Transport	4 (	4 865 000 )	2 858 879 )	( 3 894 429 )
Hygiène du milieu	5 (	1 990 000 )	1 896 741 )	( 2 762 220 )
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	71 689 )	( 21 013 )
Loisirs et culture	8 (	2 372 000 )	3 974 350 )	( 2 855 490 )
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
	10 (	9 227 000 )	9 523 376 )	( 10 066 948 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>				
Émission ou acquisition	12 (	7 005 000 )	)	)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		1 931 039	3 600 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14		364 012	156 232
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		2 371 669	3 666 891
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		1 076 786	1 290 705
	18		3 812 467	5 113 828
	19	(16 232 000)	(3 779 870)	(1 353 120)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(14 010 000)	2 328 199	(1 122 854)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>		<b>2015</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Rémunération</b>	1	14 675 200	13 177 294	14 165 203
<b>Charges sociales</b>	2	4 462 000	6 631 644	5 331 966
<b>Biens et services</b>	3	14 669 000	15 295 396	13 623 117
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	859 200	697 927	796 388
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	173 500	199 859	174 845
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	372 800	526 389	641 335
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	40 649 200	40 469 640	40 763 312
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	796 800	1 442 594	1 886 904
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	9 611 441	9 611 441	9 087 926
<b>Autres</b>				
- Autres	15	747 800	371 093	368 454
-	16			
-	17			
	18	87 016 941	88 423 277	86 839 450

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	75 392 400	75 956 806	74 255 184
Compensations tenant lieu de taxes	2	770 000	792 251	877 258
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 242 000	7 331 193	1 353 621
Services rendus	5	803 600	1 127 433	1 094 775
Imposition de droits	6	2 342 000	4 472 277	3 208 251
Amendes et pénalités	7	800 000	840 710	906 769
Revenus de placements de portefeuille	8		363 143	
Autres revenus d'intérêts	9	650 000	444 355	921 336
Autres revenus	10	2 222 000	282 899	356 757
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	84 222 000	91 611 067	82 973 951
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	12 474 115	13 531 510	12 639 769
Sécurité publique	15	18 368 641	18 344 110	18 477 952
Transport	16	21 329 411	21 334 658	20 529 406
Hygiène du milieu	17	13 369 654	12 771 328	12 932 558
Santé et bien-être	18	630 002	625 723	597 301
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 729 432	1 747 689	1 523 817
Loisirs et culture	20	17 710 186	18 644 084	18 526 079
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 405 500	1 424 175	1 612 568
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	87 016 941	88 423 277	86 839 450
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(2 794 941)	3 187 790	(3 865 499)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		100 090 020	104 222 985
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(267 466)
Solde redressé	28		100 090 020	103 955 519
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		103 277 810	100 090 020

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(2 794 941)	3 187 790	(3 865 499)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	9 227 000 ) (	9 523 376 ) (	10 066 948 )
Produit de cession	3		29 525	10 814
Amortissement	4	9 611 441	9 611 441	9 087 926
(Gain) perte sur cession	5		(29 525)	(10 732)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	384 441	88 065	(978 940)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		12 392	9 523
Variation des autres actifs non financiers	10		197 209	669 405
	11		209 601	678 928
	12	(2 410 500)	3 485 456	(4 165 511)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(2 410 500)	3 485 456	(4 165 511)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(13 220 769)	(9 055 258)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(13 220 769)	(9 055 258)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(9 735 313)	(13 220 769)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	12 281 672	9 280 207
Débiteurs (note 5)	2	16 349 153	12 826 985
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 688 125	6 519 943
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>35 318 950</u>	<u>28 627 135</u>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 098 293	8 402 523
Revenus reportés (note 12)	12	306 446	213 640
Dette à long terme (note 13)	13	32 106 524	32 129 741
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	543 000	1 102 000
	15	<u>45 054 263</u>	<u>41 847 904</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(9 735 313)</u>	<u>(13 220 769)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	112 281 270	112 369 335
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	137 196	137 196
Stocks de fournitures	19	450 781	463 173
Autres actifs non financiers (note 17)	20	143 876	341 085
	21	<u>113 013 123</u>	<u>113 310 789</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>103 277 810</u>	<u>100 090 020</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 187 790	(3 865 499)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	9 611 441	9 087 926
Autres			
-	3		
- Gain sur disposition	4		(10 732)
	5	12 799 231	5 211 695
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 522 168)	1 446 343
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	3 695 770	953 463
Revenus reportés	9	92 806	(76 926)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(559 000)	(340 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	12 392	9 523
Autres actifs non financiers	13	197 209	669 405
	14	12 716 240	7 873 503
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 9 523 376 )	( 10 066 948 )
Produit de cession	16		10 814
	17	(9 523 376)	(10 056 134)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 168 182 )	( 173 762 )
Cession	21		
	22	(168 182)	(173 762)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	4 222 085	3 600 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 4 224 085 )	( 3 690 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(21 217)	65 100
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(23 217)	(24 900)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	3 001 465	(2 381 293)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 280 207	11 661 500
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	9 280 207	11 661 500
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	12 281 672	9 280 207

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

##### Constataion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des provisions établies par la direction.

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et au niveau de divers courus à payer.

**C) Actifs financiers**

S.O.

**D) Passifs**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**E) Actifs non financiers**

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour les services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans

**F) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif - 5 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2008;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**I) Instruments financiers**

s/o

**J) Autres éléments****Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

**Affectation**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires excluant l'encaisse chez un courtier conservée aux fins de placements, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	3	2 808 177	2 616 119
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	9 766 979	7 833 324
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	1 783 672	257 592
Organismes municipaux	7	624 065	906 400
Autres			
- Droits de mutation	8	916 711	737 105
- Contraventions et autres	9	449 549	476 445
	10	16 349 153	12 826 985
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 159 046	5 420 400
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	7 159 046	5 420 400
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	520 837	501 793
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	6 688 125	6 519 943
	24	6 688 125	6 519 943
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (543 000)	(1 102 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ( )	( )
	28 (543 000)	(1 102 000)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 3 038 000	3 427 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 1 256	1 228
Régimes de retraite des élus municipaux	33 44 745	44 294
	34 3 084 001	3 472 522
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
<b>Note</b>		
<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
<b>Note</b>		
<b>10. Emprunts temporaires</b>		
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	38 3 657 456	2 888 885
Salaires et avantages sociaux	39 3 444 647	3 066 088
Dépôts et retenues de garantie	40 3 052 231	1 857 603
Provision pour contestations d'évaluation	41 205 000	180 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Intérêts courus	44 245 289	301 277
- Contingences légales	45 1 485 001	100 001
- Divers	46 8 669	8 669
-	47	
-	48	
	49 12 098 293	8 402 523
<b>Note</b>		
<b>12. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	50	
Transferts	51	
Fonds parcs et terrains de jeux	52 306 446	213 640
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
-	56	
-	57	
-	58	
-	59	
	60 306 446	213 640
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					<b>2016</b>		<b>2015</b>	
<b>13. Dette à long terme</b>	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>					
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,30	2017	2036	61	32 193 000	32 195 000	
Obligations et billets en monnaies étrangères					62			
Gains (pertes) de change reportés					63			
					64			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65			
Organismes municipaux					66	2 604	2 604	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67			
Autres					68			
					69	32 195 604	32 197 604	
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	( 89 080 )	( 67 863 )	
					71	32 106 524	32 129 741	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>				<b>Total 2016</b>
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location- acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2017	72	80	3 617 000	88	97	105	3 617 000
2018	73	81	3 202 000	89	98	106	3 202 000
2019	74	82	3 287 000	90	99	107	3 287 000
2020	75	83	3 248 000	91	100	108	3 248 000
2021	76	84	2 970 000	92	101	109	2 970 000
2022 et +	77	85	15 869 000	93	102	2 604	15 871 604
	78	86	32 193 000	94	103	2 604	32 195 604
Intérêts et frais accessoires				95			112
	79	87	32 193 000	96	104	2 604	32 195 604

**Note**

	<b>2016</b>		<b>2015</b>	
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(9 735 313)	(13 220 769)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )	( )	
Autres	116	( )	( )	
	117	(9 735 313)	(13 220 769)	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	146		173		200		
Eaux usées	119	147		174		201		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	146 807 696	148	4 270 227	175	1 595 852	202	149 482 071
Autres	121		149		176		203	
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	56 328 686	151	3 476 930	178		205	59 805 616
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	3 106 266	153	174 343	180	382 675	207	2 897 934
Ameublement et équipement de bureau	126	732 846	154	172 227	181	154 113	208	750 960
Machinerie, outillage et équipement divers	127	7 891 321	155	1 429 649	182	85 431	209	9 235 539
Terrains	128	8 941 750	156		183		210	8 941 750
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>223 808 565</u>	158	<u>9 523 376</u>	185	<u>2 218 071</u>	212	<u>231 113 870</u>
Immobilisations en cours	131		159		186		213	
	132	<u>223 808 565</u>	160	<u>9 523 376</u>	187	<u>2 218 071</u>	214	<u>231 113 870</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133		161		188		215	
Eaux usées	134		162		189		216	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	83 031 015	163	6 942 031	190	1 595 852	217	88 377 194
Autres	136		164		191		218	
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	21 966 460	166	1 555 215	193		220	23 521 675
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	2 322 015	168	307 168	195	382 676	222	2 246 507
Ameublement et équipement de bureau	141	330 002	169	115 747	196	154 113	223	291 636
Machinerie, outillage et équipement divers	142	3 789 738	170	691 280	197	85 430	224	4 395 588
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>111 439 230</u>	172	<u>9 611 441</u>	199	<u>2 218 071</u>	226	<u>118 832 600</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>112 369 335</u>					227	<u>112 281 270</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230						237	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	137 196	137 196
	241	137 196	137 196
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	137 196	137 196
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	143 876	341 085
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	143 876	341 085
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets, de service de patrouille municipale et de services de conciergerie, échéant jusqu'en 2021 pour un montant total de 15 081 897 \$. Les versements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 4 462 696 \$ en 2017, 4 387 589 \$ en 2018, 3 045 447 \$ en 2019, 1 958 472 \$ en 2020 et 1 227 693 \$ en 2021.

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2016, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 11 246 473 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**d) Autres**

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013 et au rôle 2014 à 2016. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 205 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

s/o

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

**22. Instruments financiers**

s/o

		<b>2016</b>		<b>2015</b>
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	250	12 281 672		9 280 207
Découvert bancaire	251	( )	( )	( )
<i>Ajouter</i>				
- Placements temporaires	252	6 688 125		6 519 943
-	253			
-	254			
-	255			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	256	( 6 688 125 )	( 6 519 943 )	( )
-	257	( )	( )	( )
-	258	( )	( )	( )
-	259	( )	( )	( )
-	260	( )	( )	( )
-	261	( )	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>262</b>	<b>12 281 672</b>		<b>9 280 207</b>
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263			

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

2016

2015

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	<u>267</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	<u>270</u>
Autres charges	271
	<u>272</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>273</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	(	)
	<u>279</u>		
	<u>280</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	<u>284</u>		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>285</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	<u>289</u>

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité****2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<u>293</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<u>296</u>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<u>299</u>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>300</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	) (
	<u>306</u>		
	<u>307</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<u>311</u>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<u>314</u>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<u>317</u>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**26 États financiers**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 12 637 018	13 767 548
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 610 809	1 610 809
Réserves financières et fonds réservés	3 1 626 378	1 187 189
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 16 000 ) ( 23 000 )	
Financement des investissements en cours	5 37 697	(2 181 853)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 87 381 908	85 729 327
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 103 277 810	100 090 020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 12 637 018	13 767 548
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	11
	11 12 637 018	13 767 548
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Améliorations Régime retraite	12 280 000	280 000
- Provision terrain Lake/Donacon	13 1 200 000	1 200 000
- Réserve pour élection	14 130 809	130 809
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 610 809	1 610 809
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	
	23	
	24	
	25	
	26 1 610 809	1 610 809
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 379 053	839 246
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 247 325	347 943
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-	40	
-	41	
	42 1 626 378	1 187 189
	43 1 626 378	1 187 189

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 ( 16 000 )	( 23 000 )
Régimes non capitalisés	45 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ( )	( )
Autres	47 ( )	( )
Régimes non capitalisés	48 ( )	( )
	49 ( 16 000 )	( 23 000 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ( )	( )
Autres		
-	53 ( )	( )
-	54 ( )	( )
	55 ( 16 000 )	( 23 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	57 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	59 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	60 ( )	( )
Autres		
-	61 ( )	( )
-	62 ( )	( )
	63 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ( )	( )
Autres		
-	67 ( )	( )
-	68 ( )	( )
	69 ( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 ( 16 000 )	( 23 000 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	76	1 175 070	1 056 261
Investissements à financer	77 (	1 137 373 ) (	3 238 114 )
	78	37 697	(2 181 853)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations	79	112 281 270	112 369 335
Propriétés destinées à la revente	80	137 196	137 196
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	112 418 466	112 506 531
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	85	32 106 524	32 129 741
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	89 080	67 863
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	7 159 046 ) (	5 420 400 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	) (	)
	90	25 036 558	26 777 204
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		
	92	25 036 558	26 777 204
	93	87 381 908	85 729 327

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993 et à 2 % du salaire final moyen pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 1993. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. La rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans.

Le montant de la rente servie est ajusté annuellement selon l'indice des rentes des années précédentes. L'indexation est égale à l'excédent (maximum de 4 %) du taux de rendement moyen, net de frais de gestion et autres frais d'administration, réalisé par la caisse pour les 3 exercices financiers précédents et 7 %.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2015.

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

**Application de la Loi au régime de la Ville**

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2016 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

À la suite de la préparation des états financiers de 2015, une nouvelle évaluation

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

actuarielle a été préparée en date du 31 décembre 2015 relativement à l'application de la Loi pour un régime, à la demande de Retraite Québec. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet, s'il y a lieu, des nouveaux résultats obtenus. L'ajustement apporté est le suivant : suspension de l'indexation automatique des rentes des participants retraités.

La Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (2016, chapitre 13), sanctionnée le 8 juin 2016, comprend des dispositions venues modifier le Règlement concernant le financement des régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire (chapitre R-15.1, r.2). À la suite de cette modification, le calcul des cotisations excédentaires prévues au moment de la prise de retraite, du départ ou du décès avant la retraite pour les régimes de retraite du secteur municipal doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts comme la Loi le prévoyait. Aucun ajustement n'a dû être apporté en 2016 au coût des services passés déjà constaté antérieurement en vertu de la Loi.

La Ville participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou de la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Compte tenu de la situation financière du régime au 31 décembre 2015, la municipalité a décidé, au moyen d'une résolution adoptée par son conseil le 13 décembre 2016, de suspendre l'indexation automatique pour les participants retraités tel que le lui permet la Loi. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet de cette suspension. L'ajustement apporté est le suivant :

- Suspension de l'indexation automatique des rentes des participants retraités :
  - Incidence sur le coût des services passés : (3 029 000 \$)
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 3 029 000 \$
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 102 000)	(1 442 000)
Charge de l'exercice	5 ( 3 038 000 )	( 3 427 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 3 597 000	3 767 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(543 000)</u>	<u>(1 102 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 60 606 000	54 940 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>66 289 000</u> )	( <u>65 540 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (5 683 000)	(10 600 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>5 140 000</u>	<u>9 498 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (543 000)	(1 102 000)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(543 000)</u>	<u>(1 102 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 60 606 000	54 940 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>66 289 000</u> )	( <u>65 540 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>5 683 000</u> )	( <u>10 600 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 235 000	2 410 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (3 029 000)	2 410 000
	21 (794 000)	( 682 000 )
Cotisations salariales des employés	22 ( 724 000 )	( 682 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 (1 518 000)	1 728 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 006 000	1 063 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 3 029 000	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 517 000</u>	<u>2 791 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 551 000	3 396 000
Rendement espéré des actifs	34 ( 3 030 000 )	( 2 760 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>521 000</u>	<u>636 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>3 038 000</u>	<u>3 427 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 4 353 000	3 509 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 3 030 000 )	( 2 760 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 323 000	749 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 000 000)	(3 266 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (3 042 000)	(2 900 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 62 418 000	57 239 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 406 000	380 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 385 000	141 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,45 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,45 %	5,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 1,10 %	1,10 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 0	58 0

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( ) ( )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

**Description des régimes et autres renseignements**

		<b>2016</b>		<b>2015</b>
<b>Charge de l'exercice</b>				
Cotisations de l'employeur	93	1 256		1 228

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
95  Non

		<b>2016</b>		<b>2015</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	5		5

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2016</b>		<b>2015</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	97	5 317		5 239
<b>Charge de l'exercice</b>				
Contributions de l'employeur au RREM	98	17 918		17 655
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	26 827		26 639
	100	44 745		44 294

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	32 195 604
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	1 137 373
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	247 325
Débiteurs	8	7 159 046
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	687 812
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	25 238 794
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	25 238 794
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	310 247
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	25 549 041
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	42 470 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	42 470 000

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	68 019 041
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	70 577 200	71 141 633	69 487 207
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	70 577 200	71 141 633	69 487 207
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 483 500	3 482 968	3 482 668
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	1 331 700	1 332 205	1 285 309
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 815 200	4 815 173	4 767 977
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	4 815 200	4 815 173	4 767 977
	26	75 392 400	75 956 806	74 255 184

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	770 000	792 251
	35	770 000	792 251
877 258			
877 258			
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	770 000	792 251
			877 258
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	770 000	792 251
			877 258

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	150 000	306 734	242 216
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	475 000	490 476	489 009
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	490 000	484 845	496 449
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	10 000	20 700	4 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	117 000	112 648	120 947
Autres	88			1 000
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	1 242 000	1 415 403	1 353 621

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	4 046 311	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	1 869 479	
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	5 915 790	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139 1 242 000	7 331 193	1 353 621

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	45 000	54 002
Sécurité incendie	145	45 000	48 511
Sécurité civile	146		
Autres	147	45 000	
	148	135 000	94 550
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	135 000	102 513
		102 513	94 550

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	13 500	158 796	101 673
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	10 000	97 472	183 501
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		8 089	17 483
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	645 100	760 563	697 568
Réseau d'électricité	194			
	195	668 600	1 024 920	1 000 225
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	803 600	1 127 433	1 094 775
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	92 000	183 577	155 323
Droits de mutation immobilière	198	2 250 000	4 288 700	3 052 928
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 342 000	4 472 277	3 208 251
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	800 000	840 710	906 769
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	203		363 143	
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	204	650 000	444 355	921 336
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		29 525	10 732
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211	2 222 000		
Autres	212		253 374	346 025
	213	2 222 000	282 899	356 757
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	214			

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	497 898	512 057		512 057	500 820
Greffe et application de la loi	2	377 758	426 874		426 874	385 639
Gestion financière et administrative	3	4 058 184	5 437 400		5 437 400	3 954 235
Évaluation	4	318 118	318 118		318 118	323 018
Gestion du personnel	5	511 998	501 227		501 227	483 403
Autres						
- Quote-part agglomération	6	6 444 825	5 810 873		5 810 873	6 992 654
- Autres dépenses d'administrati	7		259 630	265 331	524 961	
	8	12 208 781	13 266 179	265 331	13 531 510	12 639 769
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	10 759 444	10 759 446		10 759 446	10 794 484
Sécurité incendie	10	5 860 433	5 860 434	38 489	5 898 923	6 015 666
Sécurité civile	11	38 246	38 391		38 391	30 208
Autres	12	1 638 311	1 613 631	33 719	1 647 350	1 637 594
	13	18 296 434	18 271 902	72 208	18 344 110	18 477 952
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 318 666	4 385 734	1 553 854	5 939 588	5 665 259
Enlèvement de la neige	15	3 435 764	3 379 781	1 553 854	4 933 635	4 880 112
Éclairage des rues	16	730 802	756 840	172 650	929 490	924 553
Circulation et stationnement	17	455 602	423 724	172 650	596 374	597 117
Transport collectif						
Transport en commun	18	8 712 888	8 712 889		8 712 889	8 277 784
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	222 681	222 682		222 682	184 581
	22	17 876 403	17 881 650	3 453 008	21 334 658	20 529 406

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>Budget 2016</b>		<b>Réalisations 2016</b>		<b>Total</b>	<b>Réalisations 2015</b>
	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 450 650	982 628		982 628	1 251 724
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 736 522	3 766 522	1 695 029	5 461 551	5 464 660
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	590 287	651 980	1 964 745	2 616 725	2 464 479
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 668 545	1 548 546		1 548 546	1 536 863
Élimination	28	606 904	610 501		610 501	647 848
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	973 335	867 738	130 079	997 817	988 392
Tri et conditionnement	30	468 729	468 729		468 729	496 951
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	84 829	84 831		84 831	81 641
	40	9 579 801	8 981 475	3 789 853	12 771 328	12 932 558
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	510 726	507 020		507 020	481 772
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	119 276	118 703		118 703	115 529
	44	630 002	625 723		625 723	597 301
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 102 324	1 120 581	26 219	1 146 800	1 073 011
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	91 901	91 901		91 901	88 741
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	501 919	501 919		501 919	354 965
Autres	51	7 069	7 069		7 069	7 100
	52	1 703 213	1 721 470	26 219	1 747 689	1 523 817

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	467 844	516 907	303 750	820 657	771 600
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 505 465	1 540 369	303 750	1 844 119	1 753 309
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 716 690	1 780 173	303 750	2 083 923	2 003 129
Parcs et terrains de jeux	56	6 059 918	6 160 710	646 447	6 807 157	6 670 093
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 021 184	1 633 430		1 633 430	1 986 295
	60	10 771 101	11 631 589	1 557 697	13 189 286	13 184 426
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 034 591	1 085 463	303 750	1 389 213	1 318 775
Bibliothèques	62	2 743 847	2 766 383	143 375	2 909 758	2 922 486
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	1 155 827	1 155 827		1 155 827	1 100 392
	66	4 934 265	5 007 673	447 125	5 454 798	5 341 653
	67	15 705 366	16 639 262	2 004 822	18 644 084	18 526 079
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	907 700	834 888		834 888	906 133
Autres frais	70	125 000	62 898		62 898	65 100
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	270 400	521 000		521 000	636 000
Autres	72	102 400	5 389		5 389	5 335
	73	1 405 500	1 424 175		1 424 175	1 612 568
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	75	9 611 441	9 611 441	( 9 611 441 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

'CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-06-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		75 981 806
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	25 000	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/> 25 000
<b>Revenus de taxes</b>	11		<hr/> 75 956 806

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	75 956 806
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	25 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>75 981 806</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 124 583	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>12 124 583</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>63 857 223</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1 <u>6 198 037 202</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2 <u>6 204 208 702</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>6 201 122 952</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>63 857 223</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>6 201 122 952</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;"> </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">1</span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">2</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">9</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">8</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7 <u>6 198 037 202</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8 <u>6 204 208 702</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>6 201 122 952</u>

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
<b>Infrastructures</b>				
Conduites d'eau potable	1	1 990 000	1 778 582	2 762 220
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		265 915	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 865 000	1 311 695	2 056 739
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 048 000	914 035	331 473
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
<b>Bâtiments</b>				
Édifices administratifs	13	667 000	609 154	691 317
Édifices communautaires et récréatifs	14	657 000	2 867 776	2 502 601
Améliorations locatives	15			
<b>Véhicules</b>				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		174 343	103 688
Ameublement et équipement de bureau	18		894 644	192 432
Machinerie, outillage et équipement divers	19		707 232	1 426 478
Terrains	20			
Autres	21			
	22	9 227 000	9 523 376	10 066 948

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Infrastructures autres que pour nouveau développement</b>				
Conduites d'eau potable	23		1 778 582	2 762 220
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		265 915	
Autres infrastructures	27		2 225 730	2 388 212
<b>Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)</b>				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		5 253 149	4 916 516
	34		9 523 376	10 066 948

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	32 195 000	4 222 085	4 224 085	32 193 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	2 604			2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	32 197 604	4 222 085	4 224 085	32 195 604
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	347 943	108 649	209 267	247 325
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	9 858 114	177 531	789 261	9 246 384
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	16 571 147	1 644 859	2 673 157	15 542 849
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	26 777 204	1 931 039	3 671 685	25 036 558
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 420 400	2 291 046	552 400	7 159 046
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	5 420 400	2 291 046	552 400	7 159 046
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	5 420 400	2 291 046	552 400	7 159 046
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	5 420 400	2 291 046	552 400	7 159 046
	26	32 197 604	4 222 085	4 224 085	32 195 604
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	32 197 604	4 222 085	4 224 085	32 195 604

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	318 118	318 118	323 018
Autres	3	5 811 928	5 810 873	6 524 490
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	10 759 444	10 759 446	10 794 484
Sécurité incendie	5	5 860 433	5 860 434	5 995 358
Sécurité civile	6	35 346	35 346	28 397
Autres	7	266 190	266 172	270 069
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	524 377	524 348	447 862
Transport collectif	9	8 712 888	8 712 889	8 277 783
Autres	10	222 682	222 682	184 582
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	4 008 500	3 834 316	4 086 237
Matières résiduelles	12	1 053 323	1 053 323	1 118 140
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			81 642
Autres	15	84 831	84 831	
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	510 726	507 020	481 772
Autres	17	119 276	118 703	115 529
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	106 039	106 039	74 543
Rénovation urbaine	19	91 901	91 901	88 741
Promotion et développement économique	20	501 919	501 919	354 965
Autres	21	7 069	7 069	7 099
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	498 384	498 384	408 210
Activités culturelles	23	1 155 826	1 155 827	1 100 391
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	40 649 200	40 469 640	40 763 312

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	50,00	35,00	97 708,67	3 650 163	1 969 215	5 619 378
Professionnels	2						
Cols blancs	3	55,00	35,00	121 330,60	2 961 931	1 500 458	4 462 389
Cols bleus	4	129,00	36,00	217 359,43	6 170 963	3 101 451	9 272 414
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	234,00		436 398,70	12 783 057	6 571 124	19 354 181
Élus	9	9,00			394 237	60 520	454 757
	10	243,00			13 177 294	6 631 644	19 808 938

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		1 541 046	2 505 265		4 046 311
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 415 403	1 277 424	592 055		3 284 882
	17	1 415 403	2 818 470	3 097 320		7 331 193

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Administration générale</b>																	
	Grefte et application de la loi	1	426 874	27		53		426 874	79		105		426 874	131			
	Évaluation	2	318 118	28		54		318 118	80		106		318 118	132			
	Autres	3	12 521 187	29	265 331	55		12 786 518	81	158 796	107		12 627 722	133		594 081	
		4	13 266 179	30	265 331	56		13 531 510	82	158 796	108		13 372 714	134		594 081	
<b>Sécurité publique</b>																	
	Police	5	10 759 446	31		57		10 759 446	83	54 002	109		10 705 444	135			
	Sécurité incendie	6	5 860 434	32	38 489	58		5 898 923	84	48 511	110		5 850 412	136			
	Sécurité civile	7	38 391	33		59		38 391	85		111		38 391	137			
	Autres	8	1 613 631	34	33 719	60		1 647 350	86		112		1 647 350	138			
		9	18 271 902	35	72 208	61		18 344 110	87	102 513	113		18 241 597	139			
<b>Transport</b>																	
	Réseau routier																
	Voirie municipale	10	4 385 734	36	1 553 854	62		5 939 588	88	97 472	114		5 842 116	140		184 642	
	Enlèvement de la neige	11	3 379 781	37	1 553 854	63		4 933 635	89		115		4 933 635	141		184 642	
	Autres	12	1 180 564	38	345 300	64		1 525 864	90		116		1 525 864	142		41 031	
	Transport collectif	13	8 712 889	39		65		8 712 889	91		117		8 712 889	143			
	Autres	14	222 682	40		66		222 682	92		118		222 682	144			
		15	17 881 650	41	3 453 008	67		21 334 658	93	97 472	119		21 237 186	145		410 315	
<b>Hygiène du milieu</b>																	
	Eau et égout																
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	982 628	42		68		982 628	94		120		982 628	146			
	Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 766 522	43	1 695 029	69		5 461 551	95		121		5 461 551	147		125 798	
	Traitement des eaux usées	18		44		70			96		122			148			
	Réseaux d'égout	19	651 980	45	1 964 745	71		2 616 725	97		123		2 616 725	149		21 252	
	Matières résiduelles																
	Déchets domestiques et assimilés	20	2 159 047	46		72		2 159 047	98		124		2 159 047	150			
	Matières recyclables	21	1 336 467	47	130 079	73		1 466 546	99	8 089	125		1 458 457	151			
	Autres	22		48		74			100		126			152			
	Cours d'eau	23		49		75			101		127			153			
	Protection de l'environnement	24		50		76			102		128			154			
	Autres	25	84 831	51		77		84 831	103		129		84 831	155			
		26	8 981 475	52	3 789 853	78		12 771 328	104	8 089	130		12 763 239	156		147 050	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	507 020	172		187	507 020	202		217	507 020	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	118 703	174		189	118 703	204		219	118 703	234	
	160	625 723	175		190	625 723	205		220	625 723	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 120 581	176	26 219	191	1 146 800	206		221	1 146 800	236	
Rénovation urbaine	162	91 901	177		192	91 901	207		222	91 901	237	
Promotion et développement économique	163	501 919	178		193	501 919	208		223	501 919	238	
Autres	164	7 069	179		194	7 069	209		224	7 069	239	
	165	1 721 470	180	26 219	195	1 747 689	210		225	1 747 689	240	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	11 631 589	181	1 557 697	196	13 189 286	211	631 650	226	12 557 636	241	268 184
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	2 766 383	182	143 375	197	2 909 758	212	41 893	227	2 867 865	242	1 136
Autres	168	2 241 290	183	303 750	198	2 545 040	213	87 020	228	2 458 020	243	3 409
	169	16 639 262	184	2 004 822	199	18 644 084	214	760 563	229	17 883 521	244	272 729
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	77 387 661	186	9 611 441	201	86 999 102	216	1 127 433	231	85 871 669	246	1 424 175

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	9 523 376	10 017 232
<b>Frais de financement</b>	4		49 716
<b>Autres</b>	5		
	6	9 523 376	10 066 948

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	63 000	16 216
Conseiller district # 1	17 293	8 646
Conseiller district # 2	17 293	8 646
Conseiller district # 3	17 293	8 646
Conseiller district # 4	22 823	11 410
Conseiller district # 5	22 883	11 442
Conseiller district # 6	17 293	8 646
Conseiller district # 7	17 293	8 646
Conseiller district # 8	17 293	8 646

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	13 767 548	15 245 859
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	13 767 548	15 245 859
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 090 610	2 488 580
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(849 471)	(300 000)
Activités d'investissement	6	(2 371 669)	(3 666 891)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8	(1 000 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(1 130 530)	(1 478 311)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	12 637 018	13 767 548
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	1 610 809	2 610 809
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 610 809	2 610 809
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(1 000 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		(1 000 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	1 610 809	1 610 809
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 187 189	2 158 003
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(267 466)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 187 189	1 890 537
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	407 326	483 431
Activités d'investissement	27	(1 076 786)	(1 290 705)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	1 000 000	
Financement des investissements en cours	29	108 649	103 926
	30	439 189	(703 348)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 626 378	1 187 189

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 23 000 )	( 30 000 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 23 000 )	( 30 000 )
<b>Affectations</b>		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36 7 000	7 000
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ( )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>39 ( 16 000 )</b>	<b>( 23 000 )</b>
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	40 (2 181 853)	(955 073)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (2 181 853)	(955 073)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 2 328 199	(1 122 854)
<b>Virements</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (108 649)	(103 926)
	47 2 219 550	(1 226 780)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>48 37 697</b>	<b>(2 181 853)</b>
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	49 85 729 327	85 193 387
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 85 729 327	85 193 387
<i>Ajouter (déduire)</i>		
<b>Affectations et virements</b>		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ( 1 931 039 )	( 3 600 000 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 4 224 085	3 690 000
Variation résiduelle de l'exercice	56 (640 465)	445 940
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>57 87 381 908</b>	<b>85 729 327</b>

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>3 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>R-2016-113</u>	<u>1 000 000</u>
	5	<u>4 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 9   □ 4   □ 3   □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9   □ 5   □ 1   □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 4   □ 7   □ 0   □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 8   □ 8   □ 6   □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2 2 0 , 0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	,	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6    ,    %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau - plus de 2 logements et condos	155,0000	4	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4	
Eau - piscines publiques	600,0000	4	
Eau - résidences pour personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....	
Facteur comparatif de 2016	31	.....	
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	72 468 600
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	72 468 600

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 484 500
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	1 080 200
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	4 564 700
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 564 700
	26	77 033 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	770 000
	9	770 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	770 000

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	770 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 462 996 747	X 5 0,9530	/100\$ 6 52 059 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 300 194 439	X 8 0,9530	/100\$ 9 2 859 900				
Immeubles non résidentiels	10 491 377 177	X 11 3,4930	/100\$ 12 17 163 700				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 20 204 806	X 20 1,9060	/100\$ 21 385 500				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 72 468 600	26 ( )	27 ( )	28	29 72 468 600
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....
	<u>Valeur locative imposable</u>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2   2   0   ,   0   0   \$
Égout	2	,         \$
Eau et égout	3	,         \$
Traitement des eaux usées	4	,         \$
Matières résiduelles	5	,         \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau - plus de 2 logements et condos	155,0000	4	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4	
Eau - piscines publiques	600,0000	4	
Eau - résidences pour personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	77 033 300
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	_____
<b>Revenus de taxes</b>	11	77 033 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	77 033 300
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
<b>Total partiel</b>		4	<u>77 033 300</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5	.....	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	.....	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 360 194	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....	10 <u>12 360 194</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>		11	<u>64 673 106</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation  
prévisionnel

1 64 673 106

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les  
revenus de la taxe foncière générale

2 6 274 773 169

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 

		1
--	--	---

 , 

0	3	0	7
---	---	---	---

 /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	17 163 700			385 500	2 859 900	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	215 826			5 697	42 675	
Autres	5					1 074 180	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	17 379 526			391 197	3 976 755	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	<b>Total</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	52 059 500			72 468 600
De secteur	10				
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	816 002			1 080 200
Autres	13	2 410 320			3 484 500
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	55 285 822			77 033 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	89 714 122	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	3 502 000	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	1 598 000	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 12001, boulevard De Salaberry  
(no) (rue)  
Dollard-des-Ormeaux H9B 2A7  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 684-1010  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ville@ddo.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Caroline Thall

Téléphone (514) 684-9391  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cthall@ddo.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Caroline Thall , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Dollard-Des Ormeaux .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 3 187 790 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0298 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-10 12:22:19

Date de transmission au Ministère : 2017/06/19

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2016

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Dollard-Des Ormeaux

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	82 000 000	85 502 998	82 743 685
Investissement	2	2 222 000	6 108 069	230 266
	3	84 222 000	91 611 067	82 973 951
<b>Charges</b>				
	4	87 016 941	88 423 277	86 839 450
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>				
	5	(2 794 941)	3 187 790	(3 865 499)
Moins : revenus d'investissement	6	( 2 222 000 )	( 6 108 069 )	( 230 266 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	(5 016 941)	(2 920 279)	(4 095 765)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	9 611 441	9 611 441	9 087 926
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	( 3 979 000 )	( 3 671 685 )	( 3 157 000 )
Affectations				
Activités d'investissement	11	( )	( 364 012 )	( 156 232 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(615 500)	435 145	809 569
Autres éléments de conciliation	13			82
	14	5 016 941	6 010 889	6 584 345
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		3 090 610	2 488 580

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Actifs financiers</b>			
Encaisse	1	12 281 672	9 280 207
Débiteurs	2	16 349 153	12 826 985
Placements de portefeuille	3	6 688 125	6 519 943
Autres	4		
	5	35 318 950	28 627 135
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	6	32 106 524	32 129 741
Passif au titre des avantages sociaux futurs	7	543 000	1 102 000
Autres	8	12 404 739	8 616 163
	9	45 054 263	41 847 904
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	10	(9 735 313)	(13 220 769)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	11	112 281 270	112 369 335
Autres	12	731 853	941 454
	13	113 013 123	113 310 789
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	14	103 277 810	100 090 020

*Extrait du rapport financier, page S20*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	12 637 018	13 767 548
Excédent de fonctionnement affecté			
- Améliorations Régime retraite	16	280 000	280 000
- Provision terrain Lake/Donacon	17	1 200 000	1 200 000
- Réserve pour élection	18	130 809	130 809
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
	25	1 610 809	1 610 809
Réserves financières			
Fonds réservés	26		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	1 626 378	1 187 189
Financement des investissements en cours	28	( 16 000 )	( 23 000 )
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	37 697	(2 181 853)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30	87 381 908	85 729 327
	31		
	32	103 277 810	100 090 020

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTLEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	25 238 794
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	68 019 041

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	247 325	347 943
Montant à la charge des contribuables	5	24 789 233	26 429 261
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	6	7 159 046	5 420 400
Autres	7		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	8		
	9	32 195 604	32 197 604

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	10	75 392 400	75 956 806	74 255 184
Compensations tenant lieu de taxes	11	770 000	792 251	877 258
Quotes-parts	12			
Transferts	13	1 242 000	1 415 403	1 353 621
Services rendus	14	803 600	1 127 433	1 094 775
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	15	3 142 000	5 676 130	4 115 020
Autres	16	650 000	534 975	1 047 827
	17	82 000 000	85 502 998	82 743 685
<b>Investissement</b>				
Taxes	18			
Quotes-parts	19			
Transferts	20		5 915 790	
Autres	21	2 222 000	192 279	230 266
	22	2 222 000	6 108 069	230 266
	23	84 222 000	91 611 067	82 973 951

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	12 208 781	13 266 179	265 331	13 531 510	12 639 769
Sécurité publique						
Police	2	10 759 444	10 759 446		10 759 446	10 794 484
Sécurité incendie	3	5 860 433	5 860 434	38 489	5 898 923	6 015 666
Autres	4	1 676 557	1 652 022	33 719	1 685 741	1 667 802
Transport						
Réseau routier	5	8 940 834	8 946 079	3 453 008	12 399 087	12 067 041
Transport collectif	6	8 712 888	8 712 889		8 712 889	8 277 784
Autres	7	222 681	222 682		222 682	184 581
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	5 777 459	5 401 130	3 659 774	9 060 904	9 180 863
Matières résiduelles	9	3 717 513	3 495 514	130 079	3 625 593	3 670 054
Autres	10	84 829	84 831		84 831	81 641
Santé et bien-être	11	630 002	625 723		625 723	597 301
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 102 324	1 120 581	26 219	1 146 800	1 073 011
Promotion et développement économique	13	501 919	501 919		501 919	354 965
Autres	14	98 970	98 970		98 970	95 841
Loisirs et culture	15	15 705 366	16 639 262	2 004 822	18 644 084	18 526 079
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 405 500	1 424 175		1 424 175	1 612 568
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	77 405 500	78 811 836	9 611 441	88 423 277	86 839 450
Amortissement des immobilisations	20	9 611 441	9 611 441	( 9 611 441 )		
	21	87 016 941	88 423 277		88 423 277	86 839 450

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3